

**CONVENTION**  
**RELATIVE A L'ACCOMPAGNEMENT DES ÉLÈVES DANS LE BUS À LA SORTIE DU COLLÈGE**  
**DAUDET LIGNE C**  
**Année 2023**

Entre

**La communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissain**, ci-après désignée sous le terme « **la CoVe** », dont le siège statutaire est fixé 1171, avenue du Mont Ventoux à Carpentras (84200), représentée par sa présidente madame Jacqueline Bouyac, autorisée à signer la présente convention par délibération en date du 3 avril 2023,

et

**L'association centre social et citoyen Lou Tricadou**, ci-après désignée sous le terme « **l'association** », dont le siège est fixé 35, rue du Collège à Carpentras (84200), représentée par son président monsieur Denis Savanne, autorisé à signer la présente convention,

et

**La société Trans'Comtat**, mandataire de la délégation de service public "transport", ci-après désigné sous le terme « **le délégataire** », dont le siège est fixé 2 avenue Victor Hugo, représenté par son directeur Pascal Tampon, autorisé à signer la présente convention,

Etant préalablement exposé que :

Par arrêté préfectoral n° 120 en date du 16 décembre 2002, la CoVe a acquis la compétence "transport". D'après la convention de délégation de service public du 8 septembre 2014, la société Trans'Comtat est le délégataire de la CoVe.

Dans le cadre de la politique de la ville, compétence obligatoire d'une communauté d'agglomération, le 3 juillet 2003, à l'occasion de la réunion de sa commission sécurité, la CoVe décidait la création d'un Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD). Le CISPD a officiellement été installé le 17 mai 2004.

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 – Objet de la convention**

La présente convention a pour objet la mise en œuvre d'une action de médiation auprès des élèves dans le bus urbain ligne C, aux sorties du Collège Daudet à Carpentras.

La présente convention a pour objet de définir les conditions du partenariat entre la CoVe, le délégataire et l'association, employeur d'un médiateur transport.

Elle définit les missions du médiateur transport et les engagements, notamment financiers, que chacune des parties devra respecter.

### **Article 2 – Le médiateur transport**

#### **2-1 Définition des missions confiées au médiateur transport**

- Médiation et animation
  - le médiateur transport favorise le relationnel et la communication afin d'améliorer les conditions de transport des élèves et d'éviter les conflits et les dégradations du matériel,
  - il propose des initiatives visant à concourir à une amélioration de la qualité des relations adultes/jeunes,
  - il transmet l'information aux divers partenaires.

- Intervention ponctuelles
  - en cas de litiges entre les élèves ou entre élève(s) et conducteur, le médiateur transport rend compte des problèmes de comportement afin de désamorcer les tensions, faire remonter l'information la plus objective possible, permettant aux partenaires de prendre les décisions opportunes,
  - il observe les comportements aux abords immédiats des établissements et des arrêts desservis.
- Tâches administratives
  - le médiateur transport remplit une fiche hebdomadaire,
  - il assure un retour des informations auprès des partenaires
- Pas d'actions de contrôle
  - en aucun cas le médiateur transport ne se substitue au chauffeur ni au contrôleur, il ne contrôle ni les titres de transport, ni l'identité des élèves,
  - il ne peut pas empêcher un élève de monter dans le bus,
  - il ne peut pas recourir à des sanctions.

Le médiateur n'a pas de lien avec la Police Nationale ou la Police Municipale, il n'a pas de téléphone portable professionnel, à l'inverse du chauffeur, c'est donc vers le chauffeur que le médiateur se dirige en cas de problème nécessitant l'intervention des forces de l'ordre.

Le médiateur n'est pas responsable des actes commis dans le bus.

Il assure une présence dissuasive, gère les tensions et les conflits et conseille les élèves.

Toutefois, il devra pouvoir s'interposer physiquement (sans se mettre en danger) en tant que de besoin, pour séparer les protagonistes d'une bagarre, afin d'en limiter les effets.

## **2-2 Personnes à prévenir**

En cas d'événement particulier qui requiert une intervention rapide, le médiateur transport informera en premier lieu le chauffeur du bus qui remontera l'information au directeur d'exploitation, en deuxième lieu le personnel du collège lors des arrêts à 16h et 17h, puis son employeur le centre social Lou Tricadou.

## **2-3 Définition du cadre de l'action**

Le médiateur assurera l'accompagnement des élèves dans le bus desservant la ligne urbaine C, aux sorties du collège Alphonse Daudet de Carpentras.

De par son contrat avec l'association, le médiateur ayant droit à deux jours consécutifs de repos les dimanches et lundis, il ne pourra travailler qu'à partir du mardi.

Horaires et jours travaillés :

Mercredi

- départ Pous du Plan 11h40
- retour Pous du plan 12h13

Mardi / Jeudi / Vendredi

- départ Pous du Plan 15h36
- retour Pous du plan 17h19

## **2-4 Signalétique du médiateur**

Le médiateur portera un badge « médiateur transport » avec sa photo, fourni par le transporteur. Identifié comme intervenant associé auprès du chauffeur, il ne paiera pas ce trajet en bus.

### **Article 3 – Durée de la convention**

La convention sera effective du 1er janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2023.

Le médiateur assurera l'accompagnement des élèves pendant les semaines scolaires.

L'action n'aura pas lieu pendant les vacances scolaires et lors des congés du médiateur (il ne sera pas remplacé).

La convention n'est pas renouvelable par tacite reconduction.

### **Article 4 – Engagements financiers**

Dans le cadre du CISPDP, cette action relevant du FIPD, la CoVe s'engage à verser au centre social Lou Tricadou une subvention de fonctionnement de 4 600 euros correspondant au salaire du médiateur à **raison de 6h par semaine pour une année scolaire et à son remplacement durant ses congés notamment, soit 36 semaines.**

La subvention sera versée en totalité dès la signature de la convention.

### **Article 5 – Bilan, évaluation**

Afin de notifier les différents événements et de faire remonter les informations auprès des partenaires, le médiateur remplira une fiche hebdomadaire élaborée par la CoVe. Il devra la remettre à la CoVe qui fera le relai auprès des différents partenaires.

L'association s'engage à fournir le bilan de l'action de l'année écoulée.

### **Article 6 – Résiliation**

En cas de non-respect par l'une des parties de tout ou partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Carpentras, en trois exemplaires originaux, le

Le président de l'association  
centre social et citoyen Lou  
Tricadou

**Denis Savanne**

Le directeur de Trans'Comtat

**Pascal Tampon**

La présidente de la CoVe

**Jacqueline Bouyac**